

D 1116 AMÉRIQUE CENTRALE: L'IMPOSSIBLE PAIX DE CONTADORA

Depuis l'échec des négociations de Contadora en décembre 1985 (cf. DIAL D 1107), les événements se sont succédé : le 11 janvier 1986, message de Caraballeda des huit pays latino-américains du Groupe de Contadora (Colombie, Mexique, Panama et Venezuela) et du Groupe d'appui (Argentine, Brésil, Pérou et Uruguay) sur le principe de simultanéité du désarmement du Nicaragua et de la cessation de l'agression nord-américaine; le 14 janvier, déclaration de Ciudad de Guatemala des cinq pays centro-américains sur leur adhésion au "message de Caraballeda"; le 11 février, visite à Washington des ministres des affaires étrangères des huit pays latino-américains du Groupe de Contadora et du Groupe d'appui, mais refus du président Reagan de les recevoir; les 5-7 avril, réunion de Panama des huit pays d'Amérique latine et des cinq d'Amérique centrale, marquée par le recul sur le message de Caraballeda et un nouvel isolement du Nicaragua; le 12 avril, remise par le Nicaragua au Groupe de Contadora d'un document exprimant sa volonté de négocier et de signer l'Acte de Contadora le 6 juin à la seule condition de la cessation de l'agression nord-américaine; le 6 juin, nouvel échec et report sine die de la signature de l'acte de paix.

Dans le dossier ci-dessous nous donnons: 1) les dix principes et les neuf actions du message de Caraballeda; 2) une analyse nicaraguayenne du nouvel échec des négociations lors de la réunion de Panama des 5-7 avril dernier (tirée de la revue "Envío" de mai 1986).

Note DIAL

1- Les dix principes du "Message de Caraballeda pour la paix, la sécurité et la démocratie en Amérique centrale" (11 janvier 1986)

1) Solution latino-américaine: qui signifie que la solution des problèmes latino-américains doit venir de la région elle-même et être assurée par elle, pour que la zone ne soit pas insérée dans le conflit stratégique mondial Est-Ouest.

2) Autodétermination: qui signifie l'indépendance de chacun des pays d'Amérique latine dans le choix de sa forme propre d'organisation sociale et politique, en instaurant au plan intérieur le régime de gouvernement que l'ensemble de sa population décide librement.

3) Non ingérence dans les affaires intérieures d'autres Etats: qui signifie qu'aucun pays ne peut influencer, directement par son action directe ou indirectement par des tiers, sur la situation politique des Etats latino-américains ni porter d'aucune façon atteinte à sa souveraineté.

4) Intégrité territoriale: qui signifie la reconnaissance de frontières d'action pour chacun des pays à l'intérieur desquelles il jouit du libre exercice de sa souveraineté et en dehors desquelles il doit ajuster sa conduite au respect strict des normes du droit international.

5) Démocratie pluraliste: qui signifie l'exercice du suffrage universel moyennant des élections libres et périodiques, supervisées par des organismes nationaux indépendants; un pluripartisme tel qu'il permette la représentation légale et organisée de toute pensée et toute action politique de la société; un gouvernement de majorités, assurant les libertés et les droits fondamentaux de tous les citoyens et respectant les minorités politiques dans le cadre de l'ordre constitutionnel.

6) Non présence d'armements ou de base militaire mettant en danger la paix et la sécurité de la région.

7) Non réalisation d'actions militaires des pays de la région ou de pays y ayant des intérêts, qui impliquent une agression contre les autres pays ou qui constituent une menace pour la paix et pour la région.

8) Non présence de troupes ou de conseillers étrangers.

9) Non appui, ni politique ni logistique ou militaire, à des groupes qui cherchent à subvertir ou à déstabiliser l'ordre constitutionnel des Etats d'Amérique latine par la force ou par des actes de terrorisme en tous genres.

10) Respect des droits de l'homme: qui signifie respect strict des libertés civiles, politiques et religieuses qui assurent l'entière réalisation matérielle et spirituelle de tous les citoyens."

### Les neuf actions nécessaires à la paix

"1) Relancer et mener à terme les négociations tendant à la signature de l'Acte de paix.

2) Cessation du soutien extérieur aux forces irrégulières opérant dans la région.

3) Cessation du soutien aux mouvements insurrectionnels dans tous les pays de la région.

4) Gel de l'acquisition d'armements et diminution progressive des mêmes.

5) Arrêt des manoeuvres militaires internationales.

6) Réduction progressive jusqu'à suppression de la présence de conseillers militaires étrangers et des installations militaires de l'extérieur.

7) Engagement de non agression de la part des cinq pays centro-américains moyennant des déclarations unilatérales.

8) Démarches effectives dans le sens de la réconciliation nationale, et plein exercice des droits de l'homme et des libertés individuelles.

9) Favoriser la coopération régionale et internationale pour alléger les lourds problèmes économiques et sociaux qui affectent la région centro-américaine.

Pour restaurer la confiance mutuelle il est indispensable que ces initiatives soient effectuées de façon simultanée."

## 2- L'échec des négociations de Panama des 5-7 avril 1986 (analyse de la revue "Envío" de mai 1986

### NOUVEAU MATCH NUL DANS LA DIPLOMATIE DE CONTADORA: QUE S'EST-IL PASSÉ AVEC L'INITIATIVE DE CARABALLEDA?

L'initiative de Caraballeda (janvier 1986) a été un point haut de la lutte latino-américaine pour mettre un frein à l'agression militaire nord-américaine. Caraballeda a dominé la conjoncture diplomatique des trois premiers mois de l'année. Dans son analyse de mars (1), "Envío" a affirmé qu'avec l'initiative de Caraballeda, le Nicaragua avait obtenu un net avantage diplomatique sur le gouvernement Reagan. La réaffirmation des principes de Caraballeda par les pays latino-américains lors de la réunion de Punta del Este (Uruguay) en février 1986, et par les pays centro-américains le 14 janvier à l'occasion de l'accession de Vinicio Cerezo à la présidence du Guatemala, a souligné le fait que le Nicaragua était passé à l'offensive dans le processus de Contadora.

Tous ces mois ont vu augmenter la capacité d'action des huit pays latino-américains engagés dans les négociations. Les huit ministres des affaires étrangères du Groupe de Contadora et du Groupe d'appui n'ont pas seulement protesté contre les 100 millions de dollars d'aide à la contre-révolution, ils sont également allés en février à Washington pour demander aux Etats-Unis de cesser leur agression contre le Nicaragua et de faire un pas "simultané" vers le dialogue avec le gouvernement sandiniste.

En fin mars il semblait que l'initiative de Caraballeda était devenue un élément stable dans la gestion diplomatique de Contadora.

Pourtant, à la réunion de Panama des 5-7 avril les démarches de Contadora se sont à nouveau bloquées. Les pays de Contadora ont pris leur distance vis-à-vis de la formulation de Caraballeda et ils ont demandé au Nicaragua de signer l'Acte modifié de Contadora du 7 septembre 1985 (2), sans exiger simultanément des Etats-Unis qu'ils cessent leur agression et qu'ils reprennent les négociations bilatérales avec le Nicaragua. Les autres pays centro-américains, Guatemala compris, se sont déclarés prêts à signer l'Acte modifié en laissant ainsi le Nicaragua dans l'isolement. Des huit points de Caraballeda il n'est resté que le point concernant la signature de l'Acte.

Comment le Nicaragua a-t-il perdu son avantage diplomatique dans Contadora au moment même où tant les membres du Congrès des Etats-Unis que les pays latino-américains étaient en train de rejeter la politique militaire du gouvernement nord-américain? Qu'est-il advenu de l'initiative de Caraballeda? Même si "Envío" expliquait dans son analyse annuelle de la conjoncture centro-américaine (numéro spécial de janvier-février) (3) que la faiblesse de la solidarité internationale était un facteur déterminant dans l'escalade militaire régionale, la réunion de Panama et l'avortement apparent de l'initiative de Caraballeda demandent une explication précise.

Même si certains fonctionnaires du gouvernement nicaraguayen critiquent les pays de Contadora pour leur résignation devant l'escalade interventionniste des Etats-Unis, il n'en reste pas moins que les pays de Contadora ont une fois ou l'autre remis en selle les négociations, au moment où il semblait que les Etats-Unis avaient réussi à saboter les démarches latino-américaines.

#### Comment, dans ces conditions, expliquer l'éclipse de Caraballeda?

En premier lieu, c'est une réalité permanente dans les démarches de Contadora que les avancées ont lieu en fonction des concessions des Etats-Unis ou du Nicaragua. Il en résulte évidemment, pour les pays de Contadora et du Groupe d'appui, qu'il leur est toujours plus facile de demander des concessions au pays le plus petit plutôt qu'au pays le plus grand.

Caraballeda a représenté une décision des pays latino-américains, celle de demander aux Etats-Unis une énorme concession puisque les huit points de l'initiative contiennent l'essentiel du point de vue sandiniste.

Le voyage des ministres des affaires étrangères latino-américains à Washington, le 11 février, qui ont demandé à rencontré le président Reagan pour critiquer son plan d'aide militaire à la contre-révolution, a brûlé beaucoup de cartouches. Une offensive diplomatique aussi audacieuse aurait été impensable six mois plus tôt. Le refus de Reagan de recevoir les huit ministres, au cours d'une semaine où il a reçu par trois fois les dirigeants contre-révolutionnaires, a constitué un geste de mépris envers l'Amérique latine d'une telle ampleur qu'aucun doute n'est plus possible: le gouvernement Reagan n'acceptera jamais la proposition de Caraballeda. Pour continuer à la soutenir, les pays latino-américains auraient dû abandonner leur rôle de négociateurs de la paix pour assumer le point de vue du Nicaragua, lequel, par son mouvement révolutionnaire, met ouvertement en question la continuation de l'injuste domination des Etats-Unis sur le continent. Entretenir cette audace en l'adoptant comme position, c'est un défi énorme.

C'est pourquoi, à Panama, les pays latino-américains ont une nouvelle fois relancé la balle diplomatique dans le camp du Nicaragua en déclarant que Caraballeda n'était pas viable et en demandant de ce fait au Nicaragua davantage de réalisme et de maturité. Une fois de plus se vérifiait ce qu'on a constaté tout au long de la longue recherche diplomatique de la paix: le Nicaragua joue le double rôle de symbole de

[2] Cf. DIAL D 1061 et 1068 [NdT].

[3] Cf. DIAL D 1105 [NdT].

la faiblesse actuelle du continent face à l'empire et, en même temps, de gage ou de promesse de sa bravoure à venir.

Il s'est produit là un match nul diplomatique semblable à celui qui s'est produit le 7 septembre 1984, quand le Nicaragua a fait savoir qu'il était prêt à signer l'Acte de Contadora (4), tandis que les Etats-Unis et les autres pays centro-américains rejetaient le texte.

Le match nul diplomatique consiste en ce que le Nicaragua ne peut s'engager dans un traité de paix avec les autres pays de la région et commencer à se désarmer que si les Etats-Unis cessent simultanément leur agression. Pour leur part, les Etats-Unis ne peuvent pas accepter le principe de simultanéité exprimé dans la déclaration de Caraballeda car, sans l'agression contre le Nicaragua, sans leurs conseillers militaires en El Salvador, sans les manoeuvres militaires et les bases au Honduras, il est évident qu'ils verraient comment El Salvador, par exemple, deviendrait très vite un autre pays où se déroulerait avec succès un processus de libération nationale.

Le précédent match nul du 7 septembre 1984 a été invalidé par une modification de l'Acte de Contadora introduisant des concessions substantielles en faveur des Etats-Unis.

Le 12 avril 1986, le Nicaragua a répondu à Contadora par un document dans lequel il réaffirmait sa volonté de continuer les négociations, de rechercher le dialogue avec les Etats-Unis, de constituer des patrouilles conjointes avec d'autres pays centro-américains pour la surveillance de leurs frontières, ainsi que de signer l'Acte de Contadora à la condition suivante:

*"Le Nicaragua accepte de signer le 6 juin ledit Acte si, à cette date, l'agression des Etats-Unis a totalement cessé et si un accord est trouvé sur les sujets en suspens de l'Acte modifié; tout cela dans le cadre du concept de "simultanéité" explicitement consigné dans le Message de Caraballeda."*

En résumé, le match nul diplomatique de l'actuelle conjoncture est parfaitement traduit par le refus catégorique du gouvernement Reagan de considérer ne serait-ce que la discussion du principe de simultanéité de Caraballeda, et par la détermination du Nicaragua à exiger l'intégration des principes de Caraballeda avant de s'engager dans tout accord dans le cadre de Contadora.

[4] Cf. DIAL D 982 (Ndt).

(Traduction DIAL - En cas de reproduction, nous vous serions obligés d'indiquer la source DIAL)